

JEUNE AFRIQUE

Toute l'actualité africaine en continu

MALI [\(4 réactions \)](#)

Mali : accord-cadre entre la junte et la Cedeao pour une transition dirigée par Dioncounda Traoré

06/04/2012 à 23h:10 Par Jeune Afrique



Le chef de la junte malienne a cédé aux pressions de la Cedeao. © Habibou Kouyaté/AFP

Au camp de Kati, le chef de la junte malienne, le capitaine Amadou Haya Sanogo, a déclaré qu'il relançait le processus constitutionnel de manière à ce que le président de l'Assemblée nationale, Dioncoundé Traoré, devienne le nouveau chef de l'Etat malien par intérim. Une décision qui intervient au terme de la signature d'un accord-cadre entre les putschistes et la Cedeao, qui menace de recourir à la force pour préserver l'intégrité territoriale du Mali.

Mis à jour à le 07/04 à 00h27.

Un premier pas vers la renaissance du **Mali** ? La junte malienne dirigée par Amadou Haya Sanogo a annoncé vendredi soir avoir engagé le processus constitutionnel devant aboutir à la désignation du président de l'Assemblée nationale, Dioncounda Traoré, comme chef de l'Etat par intérim pour conduire le pays à des élections démocratiques.

Cette annonce faisait suite à la signature entre la junte et la Cedeao d'un accord-cadre pour le retour de l'ordre constitutionnel complet. « Il y a eu un accord signé par le chef de la junte, le capitaine Amadou Sanogo, avec le ministre burkinabè Djibrill Bassolé, représentant du médiateur pour la crise malienne. Le texte prévoit que la cour Constitutionnelle constate la vacance de la présidence et investisse pour l'intérim du pouvoir le président de l'Assemblée nationale », a expliqué une source proche de la junte, alors que la télévision publique ORTM annonçait une déclaration officielle imminente.

Des mesures législatives d'accompagnement de la transition, incluant une loi d'amnistie générale au profit des membres du CNRDRE (junte) et de leurs associés sont également prévues, ainsi que la levée des sanctions de la Cedeao. « Le président Alassane Dramane Ouattara nous a informé que, immédiatement, il fera prendre les dispositions nécessaires pour que les sanctions qui avaient été adoptées contre le Mali (...) soient levées », a déclaré Djibrill Bassolé, le ministre burkinabè des Affaires étrangères, à l'antenne de la télévision publique ORTM. Il s'exprimait à Kati, proche de Bamako, quartier général de la junte dont le chef, le capitaine Amadou Sanogo, venait de lire l'accord intégral signé avec

Cedeao.

La Cedeao menace de recourir à la force

Quelques instants avant la déclaration du chef de la junte malienne, la Cedeao a vait publié un communiqué menaçant de recourir à la force contre la rébellion touarègue du **MNLA qui a déclaré unilatéralement l'indépendance du Nord du Mali sous le nom d'Azawad**. La Commission de l'organisation ouest-africaine « rappelle à tous les groupes armés du Nord du Mali que le Mali est "un et indivisible" et qu'elle usera de tous les moyens, y compris le recours à la force, pour assurer [son] intégrité territoriale ».

Comme de nombreux pays et organisations internationales avant elle, « la Cedeao dénonce et juge nulle la proclamation vendredi par la rébellion touareg du Mali de l'indépendance de l'Azawad, vaste zone dominée par des **groupes armés islamistes et criminels** », selon le texte.

Les Touaregs nigériens rejettent l'indépendance de l'Azawad

Aucun pays ne reconnaît l'Azawad, dont l'indépendance a même été rejetée vendredi par la plupart des responsables touaregs du Niger, dont d'anciens chefs rebelles. « Les Touaregs du Niger rejettent totalement et de façon énergique cette déclaration d'indépendance de l'Azawad malien », indiquent dans un communiqué des responsables de la communauté touareg nigérienne. « Nous disons non à cette dérive et nous lançons un appel à nos frères du Mali à garder la sérénité, se ressaisir et trouver une solution dans le cadre d'un État unitaire du Mali », ajoutent-ils.

Le communiqué est signé de Rhissa Ag Boula, qui fut une figure emblématique des rébellions touarègues du Niger. Désormais conseiller du chef de l'Etat Mahamadou Issoufou, il se présente comme le porte-parole d'un groupe de ministres, hauts fonctionnaires, religieux, ex-chefs rebelles et chefs coutumiers, tous touaregs.

(Avec AFP)